

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	I
RESUME ANALYTIQUE	II
TABLE DES MATIERES	III
LISTE DES ABREVIATIONS	V
INTRODUCTION	1
I-PARTIE THEORIQUE	2
.I. Le chômage.....	2
.I.1. Définition, mesure et forme de chômage	2
.I.1.A. Définition du chômage	2
.1 - Marché du travail.....	2
2-Qu'est ce que le chômage ?	3
.I.1.B. Mesure du chômage	3
.1 - Définition de la population active.....	3
.2 - Population inactive	3
.3 - Le chômeur	4
.4 - Le taux de chômage.....	4
.I.1.C. Formes de chômage	4
.1 - Le chômage structurel ou chômage classique	5
.2 - Les interprétations « conjoncturelles » ou « pragmatiques » (keynésienne)	6
.I.2. LES THEORIES ECONOMIQUES	9
.I.2.A. LES EXPLICATIONS DES NEOCLASSIQUES (un dysfonctionnement du marché du travail).....	9
.I.2.B. Un dysfonctionnement du circuit économique : analyse keynésienne et analyse marxiste	12
.1 - L'explication keynésienne	12
.2 - L'analyse Marxiste	14
.I.2.C. Les développements des analyses « globales »	15
.1 - La théorie du déséquilibre.....	15
.II. La pauvreté.....	16
.II.1. La définition et mesure de la pauvreté	16
.II.2. Essai de définition de la pauvreté.....	17
.II.2.A. Une approche en terme de revenu nominal	17
.II.2.B. Une approche en terme de revenu réel.....	17
.II.2.C. Une approche en termes de satisfaction.....	18
.II.2.D. Une approche administrative.....	18
.II.3. Opinion de la Banque Mondiale	18
.II.4. Relation entre la pauvreté et le chômage.....	19
.II.4.A. Le chômage cause de la pauvreté :	20
.II.5. Le problème des deux contextes.....	21
CAS PRATIQUE	22
.I. Description des sujets	22
.I.1. Cas des pays en voie de développement.....	22
.I.1.A. La pauvreté dans les pays en voie de développement	22

.I.1.B.	Le chômage dans les pays en voie de développement.....	23
.I.2.	Cas de Madagascar	23
.I.2.A.	La pauvreté a Madagascar	23
.I.2.B.	Le chômage à Madagascar.....	25
.1 -	Taux d'activité	25
.II.	Les solUtions envisagées	26
.II.1.	Politique de lutte contre le chômage	26
.II.1.A.	Les politiques passives	26
.II.1.B.	Les politiques actives	27
.II.1.C.	Analyse de l'OCDE	27
.II.2.	Le secteur informel.....	28
.II.2.A.	Cas des pays en voie de développement	28
.1 -	Cause de l'existence du secteur informel.....	28
.2 -	Type d'activité dans le secteur informel	29
.II.2.B.	Le secteur informel à Madagascar	30
.II.2.C.	Le secteur informel est-t-il une solution ?.....	31
.II.3.	Politique de lutte contre la pauvreté à Madagascar (DSRP)	32
.II.4.	Promotion de l'emploi.....	33
.II.4.A.	Programme Microstart (PNUD)	34
.1 -	Stratégie globale	34
.2 -	Résultats attendus	35
.3 -	Les réalisations	35
.II.4.B.	Programme Réduction de la Pauvreté et Promotion des Modes d'Existence Durable (RPPMED / PNUD).....	35
.1 -	Objectif de développement.....	36
.2 -	Modalités d'exécution du volet Micro finance	36
.3 -	Impact du volet Micro-Finance	36
	Conclusion.....	39
	BIBLIOGRAPHIE	40
	ANNEXES	42

LISTE DES ABREVIATIONS

BIT	Bureau International du Travail
AGCU	Agglomération des Grands Centre Urbaine
CUS	Commune Sub-Urbaine
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
EPM	Enquête Permanente auprès des Ménages
IDE	Investissements Directs Etrangers
IFD	Institutions Financières Décentralisées
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEFB	Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget
OCDE	Organisation
OMERT	L'Office Malagasy d'Etudes et de Régulation des Télécommunications
ONU	Organisation des Nations Unies
OTIV	Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PIB	Produit Intérieur Brute
PME	Petit et Moyen Entreprise
PMI	Petit et moyen Entreprise
PNB	Produit Nationale Brute
PNI	Pays nouveaux industrialisés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RPPMED	Réduction de la Pauvreté et Promotion des Modes d'Existence Durable
SDF	Sans Domicile Fixe

INTRODUCTION

Le développement durable comporte trois dimensions interdépendantes qui sont l'environnement, le social et enfin, l'économie. La pauvreté et le chômage se trouvent dans l'interdépendance de l'économie et du social. Ce sont des problèmes qui touchent presque tous les pays du monde mais l'importance qui le différencie de chaque pays.

Ces deux problèmes seront au centre de l'analyse dans ce travail parce que se sont des problèmes internationaux et de plus ce sont aussi des problèmes qui entrave au bien être de tous les populations qu'il y aura du monde.

L'analyse sera centrée sur Madagascar et sur les pays du tiers du tiers monde. Madagascar parce que c'est l'environnement qui nous touche de prés. Les pays du tiers monde parce que c'est l'environnement le plus proche et c'est le plus ressemblant à notre système économique. Les problèmes sont plus similaires à ceux de notre pays.

Mais avant d'analyser les problèmes dans chaque cas, il convient de savoir plus profondément les problèmes, surtout dans sa dimension théorique. C'est ensuite qu'il aura les études de cas et les solutions proposées.

I-PARTIE THEORIQUE

Chômage, pauvreté sont deux termes qui sont familiers à nos oreilles, mais que recouvrent-ils exactement ?

Dans cette partie il y aura l'analyse du concept de chômage et les théories économiques le concernant. Puis vient ensuite celle de la pauvreté. C'est à la fin qu'on trouve les relations qui s'établissent entre chômage et pauvreté.

On va commencer par le chômage. Nous allons voir sa définition, comment le mesurer et les formes de chômage pour terminer à la fin sur les théories économiques qui le concernent.

I Le chômage

I.1 Définition, mesure et forme de chômage

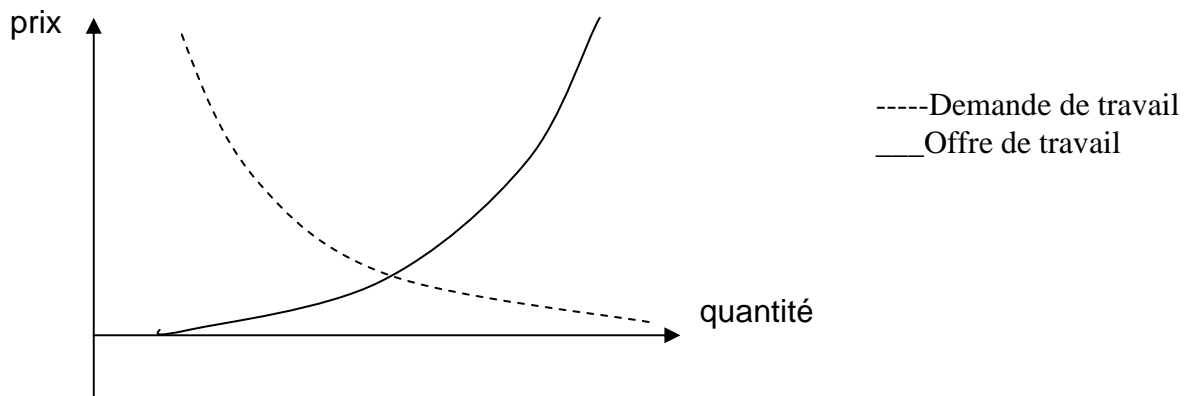
I.1.A Définition du chômage

Le travail est un bien comme les autres qui s'échangent sur le marché. Son prix et sa quantité sont définis par ce marché.

1 Marché du travail

Le marché du travail est le lieu où se rencontre l'offre et la demande de travail. Ce marché met en relation ceux qui offrent du travail (facteur de production pour les entreprises) et les demandeurs de travail (les entreprises).

Figure 1: marché du travail



La confrontation de l'offre et de la demande de travail permet de déterminer deux grandeurs : Le *salaire* (prix du bien travail) et le *niveau d'emploi*. (Quantité du bien travail) Le mécanisme de ce marché détermine aussi le niveau du chômage.

2-Qu'est ce que le chômage ?

Le chômage est donc l'indicateur de tension sur le marché de travail, il montre qu'il y a un désajustement entre l'offre et la demande de travail. C'est surtout le dysfonctionnement du marché de travail.

Pour les statisticiens, la meilleure définition du chômage est celle du Bureau international du travail (BIT). **Pour le BIT, Le chômage est l'état des personnes qui satisfont aux 4 critères suivants :**

- Être en âge de travailler ;
- Être sans emploi rémunéré (Toutes les personnes qui ont travaillé au moins une heure au cours de la semaine qui précède l'enquête ne sont pas au chômage) ;
- Être disponible pour travailler ;
- Rechercher activement (en faisant des démarches effectives) un emploi qu'elles occuperont, sont considérées en chômage.

Si telle est la définition du chômage, comment le mesure-t-on ?

1.1.B Mesure du chômage

Naturellement la mesure du chômage se fait sur toute la population. Il faut tout d'abord limiter les champs d'étude, avant une mesure effective.

1 Définition de la population active

La population active regroupe l'ensemble des personnes nationales et étrangères en âge de travailler (de 16 à 65ans) déclarant exercer ou chercher à exercer une activité professionnelle rémunérée. Contrairement à une idée reçue, les chômeurs ne sont pas considérés comme des inactifs : Ils sont classés comme inoccupés. Les militaires du contingent, les stagiaires rémunérés, les membres du clergé les aides familiales et les personnes en congé maladie sont intégrés dans la population active.

2 Population inactive

Les inactifs regroupent les jeunes jusqu'à 16ans accomplis, les personnes sans activité professionnelle, la femme au foyer qui ne contribue pas pour plus de 15 heures par semaine à

l'exercice de la profession d'un membre de leur famille (au-delà, elle devient active comme aide familiale) et les retraités.

3 Le chômeur

Par convention, pour les statisticiens, un individu est considéré comme chômeur s'il ne travaillait pas au cours de la période de référence (en générale une semaine précédant l'enquête).

4 Le taux de chômage

Le taux de chômage est exprimé en pourcentage. Il rapporte le nombre de chômeur à la population active.

Équation 1

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active totale}}$$

Avec

Équation 2

$$\text{Population active totale} = \text{population totale} - \text{population inactive}$$

Alors que la définition de la population active est acceptée par tous les économistes, le dénombrement reste quant à lui un sujet de controverse. Ceci s'explique par les polémiques des « vrais » et « faux » chômeurs parce que :

- L'appareil d'enregistrement statistique du chômage bien que de plus en plus précis n'est pas parfait. Par exemple, l'enregistrement des travaux au noirs reste impossible.
- Il n'y a pas une seule définition possible du chômage c'est à dire qu'il n'y a pas une seule définition universelle.

I.1.C Formes de chômage

Il y a plusieurs types de chômage tel que : le chômage conjoncturel, le chômage structurel, le chômage frictionnel, le chômage technologique, le chômage partiel, le chômage

saisonnier, le chômage cyclique et plusieurs d'autre encore. Mais seuls les trois premiers qui sera approfondit dans la suite.

1 Le chômage structurel ou chômage classique

Par définition, le chômage est la différence entre le nombre des personnes actives et le nombre de personnes employées (actifs occupés). Le chômage peut donc être la conséquence d'un accroissement de la population totale (une explication liée à la démographie) ou de la population potentiellement active (explication liée au taux d'activité) ou encore d'une augmentation trop des emplois.

Par définition, l'emploi est égal au rapport entre le niveau de la production et celui de la productivité de l'emploi. Il peut être trop faible dans deux circonstances :

Le taux de croissance de la production est insuffisant ;

- La productivité trop forte (ce qui renvoie au problème de chômage technologique) ;

En toute logique, le chômage sera important si les qualifications des actifs potentiels ne correspondent pas à celle des emplois proposés par les entreprises (ce qui renvoie au problème de la formation des jeunes et des adultes).

En résumé, le chômage peut être expliqué par des causes structurelles (qui mettent en jeu des tendances de long terme), évolution démographique, chômage technologique et enfin l'inadéquation de l'offre et de la demande de travail.

Accroissement de la population active

C'est une évolution qui est apparemment défavorable de la population active. Ce qui s'explique par :

- Les arrivée en grand nombre des générations sur le marché de travail ;
- L'augmentation du taux d'activité des femmes.

chômage technologique

C'est le résultat de la nouvelle révolution industrielle.

- Les progrès techniques. De ces derniers siècles ont entraîné une forte réduction de la quantité de la main d'œuvre et du travail nécessaire à la production. Par la suite, forcément la quantité de l'offre d'emploi diminue et qui entraîne une diminution le chômage.

- Inadéquation entre l'offre et la demande de travail. Premièrement l'offre de travail est insatisfaite parce qu'il y a :

- La difficulté à définir le profit des postes
- La mauvaise image de marque de certains métiers que les jeunes répugnent à faire.
- Le niveau de formation de la main d'œuvre est insuffisant.

2 Les interprétations «conjoncturelles » ou «pragmatiques » (keynésienne)

Si le chômage structurel est un chômage à long terme (sur plusieurs années), tandis que le chômage conjoncturel est quant à lui un chômage de courte durée c'est une dégradation passagère du marché du travail (lié à l'évocation de la conjoncture). ce chômage se développe lorsque la croissance se ralentit ou lors que la production diminue comme dans le cas de la récession.

Tout d'abord, il faut prendre en compte les délais provoqués par les changements de poste, la recherche d'un premier emploi. Il est rare de passer immédiatement d'une situation à une autre ou de découvrir son premier travail dès la fin d'une formation. L'addition de ces délais explique l'existence d'un «stock » incompressible de personnes au chômage. C'est ce qu'on appelle le taux de chômage «naturel » d'une économie. C'est ainsi, que le plein emploi n'a pas pour corollaire un taux de chômage nul. Suivant les économies, on considère qu'un taux de chômage inférieur ou égal à 5% correspond au plein emploi. On qualifie parfois ce chômage de **frictionnel**.

Par ailleurs, le progrès technique peut être la cause - provisoire (même s'il dure plusieurs années) - d'un chômage plus élevé que le taux de chômage naturel, sans que les structures mêmes de l'économie soient sujettes à caution. Les économistes considèrent, dans leur majorité, qu'au bout du compte, le progrès technique crée davantage d'emplois qu'il n'en supprime. On peut citer, ainsi, le développement de l'information qui, dans un premier temps, a supprimé des postes avant que l'activité informatique ne crée elle-même des emplois, directement (construction, réparation, entretien, utilisation, programmation...) ou indirectement.

Tout est évidemment question de formulation, mais on peut considérer que ce type de chômage provoqué par des évolutions techniques devient structurel dès lors que le système de formation n'est pas capable de «fournir » une main-d'œuvre formée aux nouvelles technologies.

L'un des éléments déterminants est la relation ou l'absence de relation, entre chômage et croissance économique. En effet, les commentaires sur le niveau du chômage attribuent parfois la situation du marché du travail au **faible contenu en emplois de la croissance**. On observait ainsi une certaine imperméabilité du niveau de chômage aux variations des évolutions de la richesse nationale- ou plus précisément à l'élévation du PIB. En dépit de la croissance économique, le chômage continue en effet de s'élever. L'interprétation souvent avancée est que l'activité économique nécessite moins de main-d'œuvre à volume constant, notamment en raison du progrès technique qui entraîne une élévation de la productivité. Ainsi une étude récente, le Bureau International du Travail (BIT) notait que le taux de croissance de l'emploi n'avait pratiquement pas varié entre 1960 et 1995, ce qui compte tenu de la déclaration de la croissance dans les années soixante-dix et quatre-vingt, aboutit à une intensification en emplois de la croissance. Le BIT ajoute que : « Avant le premier choc pétrolier, il fallait un taux de croissance annuelle de 2% aux Etats-Unis et de 4.3% en Europe pour que des emplois se créent, alors qu'il suffit en 1995 de taux atteignant respectivement 0.6% et 2% ». L'accroissement marqué et continu du chômage est imputable, selon le BIT, au fait que l'emploi a augmenté moins « riche » en emplois, elle demeure, en revanche, insuffisante relativement à l'évolution de la population active- ce qui, d'une certaine façon, revient au même.

La relation entre croissance et emploi est complexe. Ainsi, suivant l'OCDE, « les liens entre le chômage et la croissance de la production ne sont pas clairs car l'emploi et le chômage résultent d'un système complexe faisant intervenir un grand nombre de facteurs liés entre eux. La politique et la situation structurelle, les coutumes, les institutions et l'histoire même sont autant d'éléments qui déterminent la situation du marché du travail et qui interagissent avec des facteurs macroéconomiques tels que les chocs affectant les termes de l'échange, la désinflation et plus généralement les politiques macroéconomiques »

Entre autres causes extérieures « exogènes », disent les économistes, on peut également citer les variations de la population active. Ainsi, l'évolution des mentalités a-t-elle amené plus massivement les femmes sur le marché du travail (quand bien même l'accroissement de la population active daterait du début des années soixante). De même, certains mouvements migratoires (par exemple le retour en 1962 des rapatriés d'Algérie en France) ou démographiques (l'arrivée à l'âge actif de la génération du baby-boom) peuvent faire augmenter la population active.

Dans le même esprit, on peut évoquer la mondialisation des échanges économiques et les nouvelles conditions de la concurrence qui en résulte. L'apparition, sur le marché mondial, de pays producteurs à bas salaires (pour des produits identiques) a conduit mécaniquement à une élévation du niveau relatif des salaires (c'est-à-dire par rapport aux pays à bas salaires) dans les pays développés sans que- pour certains d'entre eux les conditions salariales qui prévalaient jusqu'alors aient posé problème.

En effet, les conditions de production dans ces Nouveaux pays industrialisés(NPI) en particulier le niveau des salaires- leur ont permis de vendre des produits à des prix défiant toute concurrence sur les marchés des pays développés. Deux conséquences découlent de cette modification des conditions de la concurrence. D'une part, il devient moins coûteux pour les entreprises de «délocaliser» leur production dans ces pays d'origine de l'entreprise qui délocalise. D'autre part, la substitution de produits importés aux produits nationaux pénalise la production locale.

Là encore, on peut s'attendre à ce que les économies développées confrontées à une modification des conditions de la concurrence- modifient leur offre de produits. Sans entrer dans des développements qui relèveraient de la théorie économique de l'échange international, la réaction des pays développés doit consister à se positionner sur une offre de produits ou de services incorporant de la formation et du savoir-faire, tout en délaissant les activités reposant sur l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante peu ou pas formée. On assiste à cette évolution dans les NPI les plus anciens (Taiwan, Corée du sud, Hong Kong, Singapour...) dont le succès économique a conduit à l'élévation du niveau de vie et des salaires domestiques. En effet, ces anciens NPI sont désormais confrontés à la concurrence des nouveaux NPI fondée sur de bas coûts de production ; ils changent, par conséquent, leur positionnement commercial et modifient leur offre productive.

Autre cause exogène de chômage : l'élévation soudaine et marquée du prix d'une matière première. Le premier exemple qui vient à l'esprit est l'augmentation du prix du pétrole en 1973 et en 1979, lors des chocs pétroliers. En l'absence de toute tension salariale, l'alourdissement des charges des entreprises réduit la rentabilité escomptée de la production et- s'ajoutant à l'élévation du niveau des prix conduit à une hausse du chômage. Là encore, si la crise ne révèle pas nécessairement des problèmes structurels sur le marché du travail, c'est seulement à la condition que les conséquences d'un tel «choc d'offre» soient temporaires.

I.2 LES THEORIES ECONOMIQUES

✓ Comment explique-t-on le chômage ?

Dés lors que l'on se penche sur le phénomène du chômage, la première question qui se pose est «pourquoi ? ». Les économistes se la sont posées. Toutefois, la véritable alternative introduite dans la théorie économique est venue de l'apport keynésien, opposé aux approches dominantes, néoclassique, jusqu'alors et qui a posé les bases théoriques de la prise en compte et de l'instrumentalisation de la lutte contre le chômage.

Les nombreuses analyses, souvent contradictoires, parfois complémentaires, qui tentent d'apporter une explication au phénomène du chômage. Ces analyses se regroupent au sein de deux courants principaux :

- **Ceux qui voient que le chômage est le résultat d'un dysfonctionnement du marché du travail.**
- **Ceux qui entendent l'analyse du chômage au fonctionnement du circuit économique dans son ensemble.**

Afin de saisir les enjeux des différentes composantes du chômage, il convient de présenter les explications qu'en proposent les théoriciens néoclassiques, d'une part, et les keynésiens d'autre part.

I.2.A LES EXPLICATIONS DES NEOCLASSIQUES (un dysfonctionnement du marché du travail)

Pour les néoclassiques, le travail est un bien comme un autre qui s'échange sur un marché et, par-là, en subit les conséquences et les contraintes. Ainsi quand il est abondant son prix baisse ; lorsqu'il est rare son prix augmente. C'est le cas des biens courants, dont le prix varie suivant leur abondance, mais aussi du travail.

Le prix du travail (le salaire) est fonction de la demande de travail (besoin en main d'œuvre des entreprises) et de l'offre (nombre de travailleurs qui proposent leurs services)

C'est la confrontation entre la demande de travail (les offres d'emploi) et l'offre (le nombre de demandeur d'emploi) qui détermine le prix du travail, ce qui veut dire le salaire réel. La variation du salaire (prix du travail) est fonction des variations de l'offre et de la demande de travail :

- Si l'offre et la demande varient dans le même sens et dans la même proportion ou ne varie pas, le niveau des salaires reste inchangé ;

- Si l'offre est supérieure à la demande (il y a de nombreux chômeurs pour peu de propositions d'emploi), le niveau de salaire baisse. En effet le « bien » travail est abondant, son prix (salaire) diminue donc ;

- Si la demande est supérieure à l'offre il y aura beaucoup de propositions d'emploi et peu de demandeurs d'emploi, alors le niveau de salaire monte. Dans ce cas de figure, le bien travail est rare, son prix augmente.

		Offre de travail	
		En augmentation	En diminution
Demande De travail	En augmentation	Salaire inchangé	Elévation du salaire
	En diminution	Diminution du salaire	Salaire inchangé

Tableau 1:-L'enchaînement néoclassique

Dans ces conditions et dans ces conditions seulement, la totalité de l'offre de travail trouve à s'employer. La théorie néoclassique ne connaît en effets que deux motifs de chômage :

- **Le chômage volontaire** où les chômeurs refusent de travailler pour le niveau de salaire fixé par le marché de travail ;

- **Le chômeur transitoire** qui résulte des délais d'adaptation de l'offre avec la demande. Ça se rencontre dans le cas de la parfaite flexibilité du marché du travail qui par conséquent, permet à l'offre de travail de rencontrer la demande de travail dans les conditions du marché qui autorise le plein emploi.

Dans cette perspective, tout ce qui vient entraver cette flexibilité conduit au chômage plus ou moins marqué. Ainsi, l'existence d'un salaire minimum constitue-t-elle une barrière à l'embauche et, par-là, une cause de chômage. En effet, si l'offre de travail vient à être

supérieur à la demande, l'existence d'un salaire minimum interdit au niveau des salaires de baisser pour atteindre le prix d'équilibre (salaire d'équilibre) déterminé par l'offre et la demande de travail. **Ce salaire d'équilibre peut aussi être inférieur au salaire minimum.** Dans ce cas, le prix du bien travail (salaire minimum) est supérieur au prix commandé par le marché du travail (salaire d'équilibre), et les entreprises sont dissuadées d'embaucher.

C'est qu'en effet, l'entreprise ne produit que pour dégager un profit qui est la différence entre le prix de vente des produits et l'ensemble des charges financières induit par leurs productions (matière première, électricité, loyer, impôts, rémunération du personnel...). Le bénéfice de l'entreprise est donc déterminé, d'une part, par les niveaux de vente du produit et, d'autre part, par celui des charges.

Or les charges, les charges fixes auquel s'ajoutent liés directement ou indirectement à la production, ont pour caractéristique d'intervenir en amont des ventes et d'être globales ; ces engagements financiers entrent en ligne de compte, que l'entreprise produise ou non. Ce n'est qu'au fil des ventes que l'entreprise peut envisager des bénéfices. Comme le profit est déterminé et son ampleur est déterminée par la différence le produit des ventes et les charge, à niveau des charges inchangées, si les ventes ne sont pas suffisantes, la production ne dégagera pas de profit. A l'inverse, des charges trop élevées diminueront ou annuleront le bénéfice potentiel anticipé. Par conséquent, l'entreprise prend la décision ou non de produire à partir de deux éléments :

- Le niveau global de ses charges ;
- Les prévisions des ventes escomptées ;

C'est pourquoi si le coût du travail est trop élevé, qu'il est supérieur au salaire d'équilibre, l'entreprise préférera ne pas produire plutôt que de le faire sans perspectives de bénéfice ou avec de perspectives de profit qui sont moins intéressantes que le produit de placement financier. *Si elle ne produit pas, elle n'embauchera pas. De même, avant de répondre à une commande qui nécessite un surcroît de personnel, l'entreprise met en rapport les charges supplémentaires induites et les recettes escomptées.*

Si tel été la l'explication néoclassique qu'en est-il de l'explication keynésienne et marxiste.

I.2.B Un dysfonctionnement du circuit économique : analyse keynésienne et analyse marxiste

1 L'explication keynésienne

L'approche keynésienne, à l'inverse des analyses néoclassique, considère qu'il est illusoire de penser que les salaires nominaux peuvent baisser et, surtout, le déterminant fondamental du niveau de l'emploi n'est pas le coût du travail, **mais la demande de bien et de produit adressé aux entreprises, plus précisément la «demande effective»**.

Si les entreprises ont des commandes à satisfaire. D'où elles embaucheront pour atteindre le niveau de production requis pour y répondre, quel que soit le niveau du salaire. A l'inverse, si elles ont des perspectives de vente non conformes à leurs attentes, elles n'embaucheront pas même si le niveau des salaires diminue.

En poussant plus loin l'analyse, la baisse de salaire qui est une solution considérée par les néoclassique comme étant la solution pour le retour à l'équilibre du marché de travail. Celle-ci est conduite dans le modèle keynésien, à un amoindrissement de la demande solvable et, donc, à une aggravation du chômage. Les travailleurs disposant de revenus inférieurs, ils consomment moins et cette situation entraînera une baisse des commandes adressées aux entreprises.

La rupture qu'a apportée Keynes avec la vision néoclassique vient donc de ce qu'il lie le marché du travail à celui des biens et qu'il fonde son explication du phénomène sur l'analyse du circuit économique global, alors que – rappelons-le – les néoclassiques limitaient leurs investigations au seul marché du travail. En effet, c'est le niveau de la production (qui dépend lui-même du niveau de la demande solvable) qui détermine les revenus. Il existe donc un cercle vicieux contre lequel il faut lutter : le chômage tarit les revenus ; la demande adressée aux entreprises faiblit ; les entreprises adaptent leur production à cette demande atone ; elles distribuent moins de revenus, etc....

C'est la raison pour laquelle l'analyse keynésienne se démarque du modèle néoclassique en voyant dans le chômage un phénomène éminemment involontaire : les néoclassiques ne connaissant que deux motifs de chômage : le chômage volontaire et le chômage transitoire **Dans l'interprétation keynésienne, le chômage est, en revanche, déterminé fondamentalement par le niveau de la demande effective, sur lequel les salariés ont peu de prise.**

La persistance du chômage en Angleterre dans les années vingt et, surtout, la crise de 1929, qui ont inspiré les travaux de Keynes, soulignent, pour ce dernier, les limites de l'analyse néoclassique. En effet, les premières réactions d'inspiration classique des autorités économiques américaines pendant la crise économique de 1929 n'ont fait qu'aggraver le chômage, avant que la politique dite de NEW DEAL menée par la nouvelle équipe au pouvoir aux Etats-Unis, prenne le contre-pied de la précédente, relance l'économie et, par-là, parvienne à inverser la courbe d'évolution du chômage.

Selon l'explication keynésienne, l'économie peut fonctionner en sous-emploi, le fondement du capitalisme étant la production et la vente de biens, non l'octroi au plus grand nombre d'un travail. Par conséquent, l'économie d'un pays peut fonctionner «naturellement » avec un niveau élevé de chômeurs. Pour résorber le chômage involontaire, il convient donc de mener une politique volontariste de stimulation de la demande.

Sans entrer dans les détails d'une politique dite de «relance » de l'économie, précisons toutefois qu'une telle politique a recours schématiquement à trois instruments ; l'élévation des revenus, la diminution des impôts et les dépenses d'infrastructures de l'Etat (ponts, routes, grands chantiers...). Selon les préceptes keynésiens, la modalité de relance de l'économie la plus efficace est la dépense publique. En effet, Keynes souligne que le revenu des ménages a deux finalités/ la consommation et l'épargne. Seule la partie consommée du revenu a une influence sur le niveau de la demande (la partie du revenu épargnée n'a aucun effet sur la demande adressée aux entreprises). C'est la raison, pour laquelle l'impact d'une politique de relance qui passe par le filtre du revenu des ménages (augmentation du revenu ou baisse de l'imposition) est amorti par la part de leur revenu que les ménages épargneront (la «propension à épargner », selon Keynes), alors que les dépenses publiques ira intégralement dans le circuit économique productif.

Toutefois, la relance de la demande peut également passer par un accroissement de l'investissement privé et/ou par une politique tournée vers l'amélioration de l'investissement économique des entreprises (législation du travail, modalité de recours au marché des fonds prêtables, règles comptables...)

Intervention de l'Etat

Sous 3 formes :

Investissements publics, / diminution des impôts, / augmentation du revenu des ménages)

- ⇒ augmentation de la consommation et de l'investissement
 - ⇒ augmentation de la demande effective adressée aux entreprises
 - ⇒ élévation du niveau de l'activité et des embauches
 - ⇒ distribution de revenus supplémentaires
 - ⇒ diminution du chômage

2 L'analyse Marxiste

Pour Marx, l'économie capitaliste connaît le chômage de façon structurelle. L'augmentation de la productivité [destinée à accroître la plus-value], l'élimination des petits entrepreneurs individuels (petits propriétaires, commerçants, artisans...) consécutive à la concentration des moyens de production, les crises de surproduction qui secouent périodiquement les économies capitalistes viennent alimenter «l'armée de réserve industrielle » des chômeurs.

L'existence de cette «armée de réserve » qui pèse sur le niveau des salaires des travailleurs (excès de l'offre de travail sur la demande) est la conséquence de l'excès de population par rapport aux besoins du capital (et pas à ceux de la société)

La disparition du chômage, qui a pour condition l'abolition de la contrainte d'accumulation du capital, est possible en réorganisant la production dans ce but.

Elévation de la productivité inhérente au système capitaliste

- ⇒ Elimination des petites entreprises individuelles
 - ⇒ Gonflement de « l'armée de réserve industrielle »
 - ⇒ Elévation du niveau du chômage et baisse du niveau des salaires.

Figure 3 - L'enchaînement marxiste

I.2.C Les développements des analyses «globales »

De même que pour l'analyse néoclassique, l'analyse du chômage fondée sur l'appréhension globale du circuit économique a connu plusieurs développements.

La coexistence de plusieurs formes de chômages :

1 La théorie du déséquilibre

Contrairement à la vision néoclassique du marché, où les quantités sont fixées et où les prix seuls varient pour opérer l'ajustement entre l'offre et la demande(en l'occurrence, de travail), la théorie du déséquilibre postule la fixité du prix et l'ajustement par les quantités. Appliquée au marché du travail, elle explique le passage d'une vision néoclassique à une vision où le prix (le niveau des salaires) est fixe et où se sont les quantités (l'offre et de la demande de travail) qui varient. *C'est cette situation qui conduit à l'existence de déséquilibre sur le marché du travail ou, plutôt, à un déséquilibre sur les marchés du travail.*

Edmond Malinvaud opère ainsi une forme de synthèse en soulignant la possibilité de coexistence de plusieurs formes de chômages au sein d'une même économie, dans la mesure où l'on observe la présence de plusieurs types de marchés du travail aux caractéristiques distinctes. Par voie de conséquence, il découle de ce constat l'impossibilité de traiter ce phénomène à l'aide d'une solution unique : chaque type de chômage appelant des remèdes propres.

Aussi tenter de remédier à un chômage keynésien (insuffisance de la demande) par une plus grande flexibilité du marché du travail ne résoudrait rien (tant que les entreprises n'ont pas de commandes, elles n'embauchent pas quel que soit le niveau du salaire) De

même, une relance de la demande n'aurait aucun effet sur un chômage de type classique (coût du travail trop élevé qui nuit à la rentabilité des investissements). Il faut donc adapter les remèdes aux types de chômeurs. Cette démarche - évidente dans son énoncé - implique toutefois secteurs d'activité, ce qui, dans la pratique, se révèle délicat.

		Marché des biens et services	
		Offre inférieure À la demande	Offre inférieure à la demande
Marché du Travail	Offre supérieure à la demande	Chômage keynésien	Chômage Classique
	Offre inférieure à la demande	Impossible	Inflation Contenu

II La pauvreté

II.1 La définition et mesure de la pauvreté

La pauvreté est un terme banal et un peu flou à force d'être employé. D'où l'analyse des politiques de lutte contre la pauvreté en général échoue parce que l'on ne sait pas mesurer correctement la notion même de pauvreté. Les études statistiques soulignent la diversité et la multiplicité des difficultés rencontrées par les économistes pour la mesurer. Certaines de ces difficultés semblent avoir été intégrées dans les tentatives de mieux cerner statistiquement la pauvreté en proposant par exemple plusieurs façons de mesurer ce phénomène : en termes monétaires, réels ou subjectifs. D'autres difficultés sont introduites de manière purement artificielle, alors qu'elles ne devraient pas l'être c'est le cas de l'échelle d'équivalence, pierre angulaire de la politique familiale, dont le principe même pose problème.

On comprend les difficultés à mesurer un seuil de pauvreté mais on ne peut les taire ni faire comme si elles n'existaient pas et encore moins fonder des politiques sociales sur des mesures aussi erronées de la pauvreté. Il ne viendrait à l'idée de personne d'envoyer des fusées sur la lune sachant que les calculs qui sont faits sont faux ! Or c'est ce que l'on observe à propos de la politique de lutte contre la pauvreté puisque l'on dépense des milliards de francs pour la faire reculer à partir de mesures dont on sait qu'elles sont fausses. Il est toujours étonnant de voir les économistes et ou les statisticiens faire comme si cette question de la mesure de la pauvreté était un problème, certes difficile, mais finalement accessoire par rapport à l'objectif visé : éliminer la pauvreté ou la rendre tolérable aux yeux de ceux qui ne sont pas dans cette situation.

D'après ce qui a été vu ultérieurement la pauvreté n'a ni une définition précise ni un instrument de mesure valable jusqu'à maintenant. Ce qui rend difficile de cerner qui sont les pauvres et quelle est la quantité de la population pauvre dans un pays donné.

II.2 Essaie de définition de la pauvreté

La pauvreté est un état d'une personne qui n'a pas suffisamment d'argent ou de moyens matériels pour subvenir à ses besoins¹. Cette définition fait référence à des termes particulièrement ambigus et subjectifs. En fait les économistes et sociologues retiennent plusieurs approches pour définir la pauvreté. Alors voici quelques exemples proposés par M. Glaude en 1998 où il distingue : une approche en terme de revenu nominal de celle de revenu réel

II.2.A Une approche en terme de revenu nominal

Elle peut être aussi une approche monétaire selon les statisticiens. D'après cette approche, **toute personne dont le revenu se situe à la moitié du revenu médian est considérée comme pauvre**. Le coefficient de 50 % est quant à lui arbitraire. Mais ceci varie suivant le pays

Le problème dans ce genre d'approche est la décision fondamentale à prendre qui consiste à déterminer quelle fraction du revenu global moyen ou médian constitue une situation de pauvreté. La moitié? Le tiers? Une autre proportion?

II.2.B Une approche en terme de revenu réel

Ce que les statisticiens nomment la pauvreté absolue : **est pauvre toute personne qui ne peut pas consommer faute de moyens des certains nombres de biens qui pourront satisfaire leurs besoins vitaux.**

¹ Dictionnaire le Petit Robert

Dans ce genre d'approche, le problème consiste à poser un nombre beaucoup plus grand de jugements individuels pour établir un seuil de pauvreté. Avant de calculer le revenu nécessaire à l'achat des «nécessités » de la vie, il faut d'abord décider de ce qui est une «nécessité » en matière de nourriture, d'habillement et de logement et d'une multitude d'autres achats allant des déplacements au matériel de lecture.

II.2.C Une approche en termes de satisfaction

D'après les statisticiens c'est l'approche subjective. Etre pauvre est toute personne qui estime que son revenu donne un niveau de satisfaction inférieur au minimum qu'il juge nécessaire pour vivre. D'après la dénomination proposée par les statisticiens son problème est d'être subjectifs c'est à dire variable à tout être humain.

II.2.D Une approche administrative

Peut être défini comme pauvre toute personne bénéficiant d'une aide dont l'objectif est de lutter contre la pauvreté. En prenant les huit minima sociaux suivants : minimum vieillesse, invalidité, allocation aux handicapés, allocation de parent isolé, allocation de solidarité spécifique allocation d'insertion, allocation de veuvage et revenu minimum d'insertion dans le cas des pays développés.

II.3 Opinion de la Banque Mondiale

Par-dessus le problème de la définition de la pauvreté certains organisations ont souhaité faire une catégorie statistique qui désigne à la fois groupe de pays (exemple pays pauvre par mis les quels se trouvent les pays en voie de développement et les pays les moins avancées) et une partie de la population (population pauvre) ne disposant pas d'un revenu considéré comme un seuil-plancher. En insistant sur le fait que «pauvreté n'est pas inégalité... alors que la pauvreté situe dans l'absolu le niveau de vie d'une partie de la société, - les pauvres-, l'inégalité exprime les différences de niveau au sein de la société »². Le comble de l'inégalité est atteint lorsqu'une seule personne possède tous et naturellement, dans ce stade, la pauvreté est élevée. Par contre un minimum d'inégalité est atteint avec zéro pauvreté (où personne n'est pauvre) ou bien un maximum de pauvreté (où tout le monde est pauvre).

Dans ce point de vue, on peut dire que l'inégalité sociale ne décerne pas forcément la pauvreté.

² Rapport sur le développement dans le monde 1990

Sur ceux, la banque mondiale a défini deux seuils de pauvreté qui est en fonction du revenu par habitant : 370 dollars américains pour la pauvreté en général et 275 dollars américains pour «l'extrême pauvreté ». Pour plusieurs pays dans la misère ce seuil de pauvreté représente pour eux une somme assez considérable voir une richesse. En d'autre terme la banque mondiale mesure la pauvreté d'un pays selon son PIB par habitant c'est une approche en terme de revenu réel.

II.4 Relation entre la pauvreté et le chômage

Ce sont deux contextes interdépendants si l'on juge par le qui suit. L'un entraîne l'autre et vis versa.

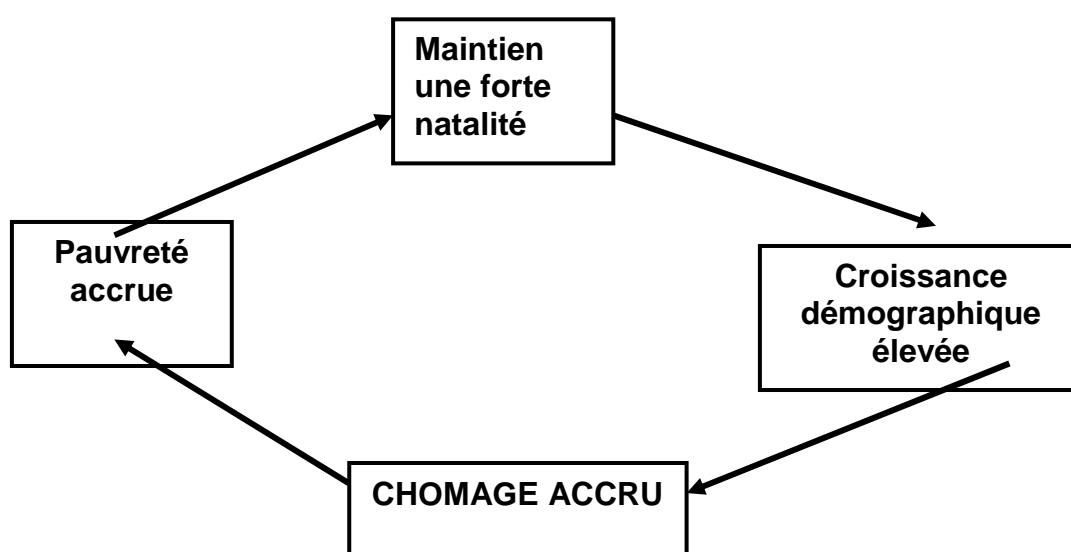


Figure 4 : L'ENGRENAGE DE LA PAUVRETÉ ET DU CHÔMAGE

D'après cette figure le chômage a une influence directe sur la pauvreté que la pauvreté a sur lui.

La pauvreté passe par plusieurs phases avant d'avoir un impact sur le chômage. Dans cette figure la pauvreté entraîne le maintien de la forte natalité c'est valable dans le cas des pays en développement que chez les pays développés. Ensuite la forte natalité entraîne forcément la croissance démographique. Ces enfants vont grandir dans la pauvreté puisque ses parents sont pauvres. Ils n'obtiendront pas d'étude favorable pour obtenir un travail parce que le revenu de ses parents ne leur permet pas d'y accéder. Forcement, leur destin est déjà prédéfini à être des chômeurs sauf une intervention de l'Etat comme les subventions de l'Etat. Et ils deviendront à leur tour des pauvres et ainsi de suite. Cet engrenage chômage/pauvreté est un cercle vicieux où les pauvres resteront des pauvres sauf intervention

venant de l'extérieur. Pour se résoudre à ce problème une politique de l'emploi qu'il faudra utiliser qui n'est pas dans notre domaine d'étude.

L'augmentation de la pauvreté aura une influence sur le chômage même après plusieurs années. C'est un impact à long terme et sa solution est une solution à long terme si on veut réduire la pauvreté.

D'un autre côté, l'augmentation du chômage peut quant à lui aggraver le cas de la pauvreté et la conséquence est immédiate.

II.4.A Le chômage cause de la pauvreté :

Un important débat s'est développé sur les causes de la pauvreté. Certains analystes mettent l'accent sur les causes des macroéconomiques, en particulier sur la mondialisation et la libéralisation des économies. Cette situation est exacerbée par la stagnation économique que connaît la plus part des pays en développement en particulier en Afrique subsaharienne où l'on a enregistré, ces 20 dernières années, une croissance, très limitée des investissements productifs et de l'emploi plus spécifiquement, les programmes d'ajustement structurel mis en œuvre dans de nombreux pays en développement apparaissent comme l'une des causes principales de la croissance de la pauvreté. Ils expliquent l'émergence du *nouveau pauvre*, par opposition du *pauvre chronique*, comme conséquence des pertes d'emplois liées à la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel.

Toute fois il faut souligner que les causes macroéconomiques ne permettent pas d'identifier la série complexe de facteurs expliquant l'appauvrissement des individus, des familles ou groupe sociaux d'un pays. Certains individus deviennent pauvres parce qu'ils ont perdu leur source de revenu ou parce que leur pouvoir d'achat a été réduit tout ceci est dû au chômage. Dans d'autres cas, la pauvreté est associée à un facteur particulier du cycle familial, comme dans le cas des enfants des rues. Pour beaucoup, la pauvreté est le résultat d'un choc brutal comme la disparition d'un chef de famille, la confiscation des marchandises des vendeurs de rue, comme dans le cas des vendeurs sur l'avenue nationale d'Anakely, du fait de leur activité illégale. Il y a aussi le cas de la démolition des habitations installées sur un terrain illégal ou leur destruction causée par une catastrophe naturelle. De même dans le cas d'un traitement médical pour un membre de la famille qui a un coût très élevé. Enfin, la guerre civile a aussi entraîné une pauvreté considérable en particulier dans certains pays d'Afrique³.

³ Source : CNUEH 1996

Les exemples qui ont été cités ci dessus ont montré pour la plus part que la manque d'une source de revenu est en général la cause de la pauvreté. Ce manque de source de revenu peut être défini par le chômage. L'explication est que pour la majorité des hommes seuls le travail constitue une source de revenu donc si on n'a pas de travail ce qui veut dire en chômage on devient pauvre du moment que son revenu disponible diminuera.

II.5 Le problème des deux contextes

L'exclusion désigne un ensemble disparate de chômeurs de sans domicile fixe (SDF), des jeunes sans diplômes de travailleurs illettrés, de malade, d'infirme.

L'exclusion sociale est le produit de l'allongement de la durée de chômage. Elle a des manifestations multiples telles que :

- Ne pas avoir accès à une norme de consommation jugée standard dans un pays donné (la pauvreté) ;
- Ne pas avoir la possibilité de gagner normalement sa vie (chômage) et être condamné à vivre de revenu d'assistance, dans le cas où il vit dans les pays développés ;
- Être mis au ban de la société ;

L'augmentation du nombre d'exclus est dangereuse pour la cohésion sociale. Les politiques de lutte contre le chômage trouvent là leur principale justification. La lutte contre la pauvreté peut se faire par la politique de l'emploi.

CAS PRATIQUE

La pauvreté et le chômage sont des problèmes économiques. La résolution n'a pas de sens s'il reste théorique. D'où la nécessité d'étudier les problèmes par des cas pratiques. L'étude qui porte sur les pays en voie de développement et sur Madagascar car ce sont des problèmes qui nous touchent de près. Il est donc nécessaire de définir les situations des deux exemples. En suite, nous essayerons de donner quelques solutions.

I Description des sujets

I.1 Cas des pays en voie de développement

I.1.A La pauvreté dans les pays en voie de développement

Même si la pauvreté a connu un certain recule des pays en développement ces dernières décennies. Sa vitesse de recul reste décevante parce qu'elle a connu un ralentissement ces derniers temps comme le montrent le tableau ci dessous :

	Situation en 1985		Situation en 2000		Variation 1985/2000
	Total pauvre		Total pauvre		
Total PVD	1.116	33	825	18	-26
Asie Est	280	20	70	4	-75
Asie Sud	520	51	365	26	-29
Afrique subsaharienne	180	47	265	43	+47
Amérique latine-Caraïbe	70	15	60	11	-14
Moyen Orient - Afrique noire	60	31	60	23	–
Europe de l’Est	6	8	5	8	-17

Tableau 2 : Pauvreté dans le tiers monde (évolution et prévision)⁴

⁴ Source : Rapport banque mondiale

L'Afrique et l'Asie du Sud comptent environ une moitié de pauvre dans leur population et près d'un tiers d'extrêmement pauvres ; Au total, 62.5% des pauvres du tiers monde sont concentrés dans ces deux ensembles.

Et seul dans le groupe de l'Afrique subsaharienne qu'on rencontre une augmentation de la pauvreté

Pour la disparité entre villes et campagnes, elle s'exprime, d'abord, par une relation générale puisque pratiquement partout la corrélation entre pauvreté d'un pays, exprimée en terme de PNB par habitant et le pourcentage de population rurale est observable.

I.1.B Le chômage dans les pays en voie de développement

Le chômage constitue une menace constante pour la population du tiers monde.

Les tiers monde comptent en 1992 environ 3milliards de personnes en âge de travailler, pour une population totale de plus de 5 milliards. Le chômage est à la mesure de cette ampleur. De plus cette situation est aggravée par le faite que la vie active y commence très tôt et la participation de femme au travail est assez élevée soit de 60 à 80% de la production vivrière. D'où le nombre de la population active est très élevé par rapport à l'offre d'emploi. Ce qui entraîne des forts taux de chômage dans les pays du tiers monde.

Ce que nous avons constaté ultérieurement a montré qu'en générale la réduction de la pauvreté dans les pays en développement a connu une décélération globale. Seul le groupe Subsaharienne auquel Madagascar fait partie connaît une augmentation de la pauvreté. C'est sur ce que nous entrons dans l'étude des cas de Madagascar.

I.2 Cas de Madagascar

I.2.A La pauvreté a Madagascar

Dans le cadre macroéconomique, Madagascar a enregistré en 2001 un PIB

A Madagascar, le taux d'incidence de la pauvreté au niveau nationale est de 69.6%. C'est le plus fort taux de pauvreté dans le monde : Ceci veut dire que plus 2 personnes sur 3 sont pauvre à Madagascar c'est un taux assez élevé.

Dans le pays, la pauvreté reste un phénomène rural puisque plus de 85% des pauvres résident à la campagne. Le taux de la pauvreté dans les zones rurales est très élevé (environ 80%) à l'exception de ce qui sont autour d'Antananarivo (56.7%).

Milieu	Plus pauvre	Q2	Q3	Q4	Plus riche
Capitale	47.7	45.9	50.1	51.1	54.4
AGCU	61.7	56.0	46.0	49.6	53.2
CUS	70.7	62.4	58.0	50.6	54.5
Rural	67.9	70.4	74.9	69.1	66.9
Madagascar	68.1	69.3	71.5	63.9	60.9

Tableau 3 Taux d'activité selon milieu de résidence et selon la classification par quantile⁵

Ce tableau montre que même si les populations des régions rurales ont un fort taux d'activité ils restent les plus pauvres.

➤ **La situation des milieux urbains est plus diversifier**

Ce tableau ci dessous montre plus de précision sur le sujet.

	Population (%)	Taux d'incidence	Part des pauvres (%)
Antananarivo	29.1	48.3	20.2
Fianarantsoa	21.5	83.2	25.6
Toamasina	16.6	82.3	19.7

⁵ Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Mahajanga	11	72.4	11.6
Toliara	14.2	76.1	15.5
Antsiranana	7.6	69.2	7.5
Total Madagascar	100	69.6	100

Tableau 4: Profil de la pauvreté par milieu et par Faritany⁶

Pour les régions d'Antananarivo et d'Antseranana 30% de la population sont en dessous du seuil de la pauvreté. Tandis que les régions de Fianarantsoa et de Toamasina sont les plus élevés puisqu'ils ont environ 60% de leur population sont pauvres.

I.2.B Le chômage à Madagascar

1 Taux d'activité

Selon les résultats issus de l'enquête par mis les 12.189.000 actifs en âge de travailler seuls 8.108.00 d'actifs sont en activités. Ainsi le taux d'activité à Madagascar est estimer à 66.5%. Il est en baisse par rapport au taux de 1999 qui a été de 67.5%.

Comme tous pays le chômage reste une situation urbaine ! Dans le cas de Madagascar, le taux d'activité de la population dans les zones rurales est assez élevé. Le taux d'activité est plus de 70% dans les zones rurales en 1999. Tandis que dans les zones urbaines dans la même année le taux est moins de 55%.

D'après l'enquête permanente auprès des ménages (EPM) 2001 a montré que le chômage au sens du BIT est assez faible à Madagascar d'un taux de 3.6%. Ceci s'explique par le fait que le chômage est un phénomène urbain où le taux dépasse 12.0%. De même source, les pauvres sont les plus motivés que les riches puisqu'ils doivent travailler pour vivre d'où la prolifération du secteur informel à Madagascar.

⁶ Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Milieu	Plus pauvre	Q2	Q3	Q4	Plus riche
Capitale	47.7	45.9	50.1	51.1	54.4
AGCU	61.7	56.0	46.0	49.6	53.2
CUS	70.7	62.4	58.0	50.6	54.5
Rural	67.9	70.4	74.9	69.1	66.9
Madagascar	68.1	69.3	71.5	63.9	60.9

Tableau 5 Taux d'activité selon milieu de résidence et selon la classification par quantile⁷

Ce tableau montre que les plus pauvres qui travaillent le plus surtout dans le milieu rural.

Si tels sont les cas des pays en voie de développement en particuliers Madagascar quelles sont les solutions envisagées ?

II Les solutions envisagées

II.1 Politique de lutte contre le chômage

Il y a deux types de politique pour lutter contre le chômage : la politique passive et la politique actives. Qui seront analyser par la suite !

II.1.A Les politiques passives

Ces politiques analysent le chômage, qui est l'écart entre l'offre et la demande sur le marché de travail, comme une donnée vis à vis de laquelle il est difficile d'agir. Par conséquent, sans chercher à agir sur les causes du chômage, les politiques consistent seulement à s'efforcer d'atténuer les effets.

⁷ Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Il y a la politique d'indemnisation du chômage, les lois visant à limiter le recours au licenciement et à surveiller la qualité des plans sociaux, la politique de réduction de l'offre de travail (exemple : l'existence des assurances chômage, les mesures qui éloignent du marché du travail des personnes ayant un profil particulier...)

II.1B Les politiques actives

Les politiques actives s'efforcent d'accroître le nombre d'emplois en considérant que le rationnement qui prévaut sur le marché du travail n'est pas une fatalité.

On distingue les mesures suivantes :

- Les mesure de *relance de l'activité*, de soutien à la consommation ou à l'investissement, de création d'emploi public ;
- Les subventions à l'embauche ciblées par des groupes défavorisés ;
- La formation professionnelle et les stages de formation ;
- La politique de réduction des coûts des entreprises ;
- Les aides à la création d'entreprise tel que le PME ;
- Les aides à rendre solvables de nouveaux besoins ;

Si tel été les politiques pour la lutte contre le chômage qu'en pense -t-il l'OCDE.

II.1.C Analyse de l'OCDE

D'après l'OCDE, les mesures ou politiques actives sont plus efficaces en matière de lutte contre le chômage que les mesures ou politiques dites passives qui visent à gérer la pénurie d'emplois. Par conséquent, les ressources affectées à la lutte contre le chômage doivent être orientées sous forme de mesures actives au détriment des mesures passives de garantie de revenu.

L'OCDE recommande donc d'améliorer ou de créer, des services publics de l'emploi pour coordonner les fonctions souvent séparées de distribution des présentations et de recherche d'un emploi.

L'organisation souligne que les programmes de formation ne sont efficaces que s'ils ont des objectifs plus précis, qui sont souvent modeste et de faible ampleur.

➤ **Quelles sont les moyens d'actions ?**

La politique de lutte contre le chômage s'articule selon cinq (5) grands axes :

- La politique de réduction du coût de travail et d'améliorer le fonctionnement du marché de travail (politique classique) ;
- La politique de relance de l'activité (politique keynésienne) ;
- Création d'emploi ;
- Le traitement social du chômage ;

Si telles sont les solutions proposées par l'OCDE qu'en est-il des solutions adoptées par la population ?

II.2 Le secteur informel

Le secteur informel est une sorte de moyen de survie pour les gens qui n'ont pas de sources de revenu fixe. On va voir ce secteur informel des les pays en voie de développement en généraux et en particulier Madagascar.

II.2.A Cas des pays en voie de développement

Le secteur informel est l'un des traits caractéristiques de l'économie des pays en voie de développement. Le secteur informel indique les travaux qui n'ont pas de numéros de statistique. De plus c'est un terme qui est apparu en 1970⁸.

1 Cause de l'existence du secteur informel

➤ **Qu'est ce que le secteur informel ?**

Il faut entendre par ce terme par ce terme l'ensemble des activités économiques, productrice de biens matériels, qui s'exercent hors des normes légales :

Par définition une entreprise du secteur informel n'est pas déclarée et ne déclare pas sa main d'œuvre. Sa comptabilisation n'est pas enregistrée dans le PNB (dont les chiffres doivent donc être considérés sous évalués pour certains pays en développement. Elle est donc

⁸ Source :Le tiers monde en fiches

illégale, non pas parce que son activité serait en soi contraire à la loi (qu'il y ait aussi des activités délictueuses sont évidentes, comme le cas de la prostitution). Son côté illégal conduit aux statisticiens à une incertitude statistique dans ce secteur.

Le BIT et l'ONU ont retenu l'approche que le secteur informel comme un moyen de survie. L'approche s'explique par le fait que les petits métiers même s'il nécessite de l'investissement il ne requière que très peu de capital et surtout aucun installation immobilière.

D'un autre côté, le secteur informel est un bouchon qui comble le dysfonctionnement du marché du travail. Comme l'offre de travail est largement inférieure à la demande de travail la population de leur côté a besoin de revenu pour subvenir à leurs besoins ? C'est là que le secteur informel intervient pour combler le manque dans l'offre de travail et pour faire vivre la population.

L'informel est aussi un mode d'entrée dans la modernité. C'est la combinaison entre le gonflement de la main d'œuvre, lié lui-même à l'essor démographique, l'exode rural la monétarisation, l'insertion dans l'économie mondiale : il doit donc être compris comme un phénomène contemporain.

2 Type d'activité dans le secteur informel

Des producteurs de biens

Il se peut qu'il dispose d'un minimum de capital pour se procurer les intrants nécessaires comme : Les charbonniers, les fabricants des briques d'argile, des jouets, des savons, d'outils divers et trouvent leurs matières premières dans les rejets de l'économie marchande.

Des prestataires de services

- Les services financiers à destination aux plus pauvres
- Les services commerciaux comme les ventes en sauvette, les ventes ambulantes.
- Les services de transport, du porteur jusqu'au pousse-pousse.
- Les services de réparation et d'entretien : horlogers, réparateurs de parapluie, cordonniers etc.

- Les sous traitant des secteurs formels

Il ne faut surtout pas oublier que la mendicité fait aussi partie du secteur informel ainsi que la prostitution.

II.2.B Le secteur informel à Madagascar

Le système économique malgache est largement dominé par le secteur informel. Il reste le premier pourvoyeur d'emploi pour les Malgaches. Plus de 73% des emplois créés en 2001 sur l'ensemble du pays sont dans ce secteur. De son côté le secteur privé formel n'a pu fournir que seulement près de 9% des offres de l'emploi. Cette colonisation du tissu économique par le secteur informel diminue de moins en moins quand on se déplace vers le milieu urbain. En effet, sa quantité passe de 77%, dans les régions rurales. Et moins de 43% dans les grands centres urbains autres qu'Antananarivo et moins de 34% dans le capital. Le résultat de l'enquête montre que les entreprises franches n'existent que dans le capital. Malgré la prolifération de ce genre d'entreprise ces dernières années, son poids dans la création de l'emploi est encore le plus faible comparé à celui des autres secteurs ; Moins de 2% sur tout Madagascar et plus de 11% dans le capital.

Secteur institutionnel	Antananarivo	GCU ⁹	CUS ¹⁰	rural	Madagascar
Secteur public	12.8	12.3	8.4	2.2	3.6
Secteur privé	33.9	23.5	12.1	7.6	10.0
Secteur informel	33.2	42.4	62.5	77.7	73.0
ONGs ¹¹	20.1	15.8	16.9	12.5	13.4
TOTAL	100	100	100	100	100

¹²**Tableau 6: Tableau de répartition des emplois selon le secteur institutionnel et milieu résidence**

D'après ce tableau le secteur informel tient toujours la première place dans toutes les régions de Madagascar sauf dans le du capital. Antananarivo, le secteur informel n'est pas très

⁹ GRAND CENTRE URBAIN

¹⁰ commune sub-urbaine

¹¹ organisations non gouvernementales

¹² Source : INSTAT projet MADIO (2001)

loin du secteur privé (33.2 pour l'informel contre 33.9 pour le secteur privé). Ceci s'explique par la prolifération des zones franches dans le capital.

II.2.C Le secteur informel est-t-il une solution ?

Il faut bien se placer dans la situation spécifique des pays du tiers monde et distinguer l'action à y mener de celle qui serait recommandable dans le cas des pays développés. Son utilité entant que survivance dicte la prudence dans la politique à suivre pour les pays en voie de développement.

Dans les pays développés, il n'y a aucune raison de tolérer que certaines entreprises ne respectent pas le droit de travail et fassent une concurrence déloyale aux entreprises du secteur formel. Dans les pays en voie de développement, en revanche, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes de répression. Le phénomène est trop massif pour qu'une politique de répression n'ait une quelconque chance de succès, et surtout trop de monde perdrait ses moyens d'existence avec sa disparition pour que celle ci soit envisageable.

Dans le cas de Madagascar, l'Etat veut encourager les investisseurs étrangers à s'investir dans son pays dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Est ce les investisseurs toléreraient ils ce genre de concurrence déloyale comme le cas des locations des téléphones portable comme l' « EVA calling » et plusieurs d'autres. Une affaire au quelle l'OMERT doit faire face, l'intervention de l'Etat a été nécessaire jusqu'à l'interdiction. Le cas de Madagascar est difficile parce que l'Etat doit veiller à la survie de la population pauvre et en même temps satisfaire les contraintes qui sont nécessaires pour que les investisseurs étrangers veuillent bien s'investir chez lui afin de réduire la pauvreté. **Le problème de l'Etat malgache consiste à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la survie de sa population (bien être de la population).**

Sur la question qui demande si le secteur informel est une solution pour la lutte contre la pauvreté ou non. La réponse est non parce qu'il ne fait que satisfaire les besoins immédiats des pauvres mais ne réduit pas pour autant leur pauvreté. La pauvreté n'est pas réduite parce que les revenus obtenus ne satisfont que les besoin vitaux de ceux qui l'exercent (ils vivent au jour le jour).

Si ce secteur crée tant de problème pour l'Etat malgache quelle est donc sa politique pour lutter contre la pauvreté ?

II.3 Politique de lutte contre la pauvreté à Madagascar (DSRP)

D'après le colloque gouvernemental effectué en juin 2003. Le business plan du MEFB¹³ stipule que «la mission du ministère de l'économie, des finances et du budget consiste à mettre en œuvre un cadre de développement favorable à la stabilité macro-économique, et un cadre fiscal et financier insistant à la croissance et la création d'emploi. »

Le business plan comporte quatre thèmes à accomplir :

- Thème-1 : La bonne gouvernance, transparence et anti-corruption ;
- Thème-2 : Réforme budgétaire et gestion transparente des finances publiques ;
- Thème-3 : Stratégie de promotion des investissements directs étrangers (IDE) ;
- Thème-4 : Stratégie de développement du secteur privé ;

Seuls les deux derniers termes seront intéressants pour la suite de notre étude. Le thème – 3 : la stratégie de promotion des investissements directs étrangers (IDE).

Elle est

- le principal facteur de génération de croissance rapide,
- un moyen de transfert de connaissance de technologie
- permet une intégration optimale et rapide du pays à l'économie mondiale (mondialisation)

Toutes ses caractéristiques sont des moyens pour le développement du pays soit une lutte contre la pauvreté. Mais le revers de cette stratégie est que l'IDE est l'un des activités qui génère beaucoup d'emploi dans notre pays ces dernières années. C'est le cas des employés des zones franches.

Thème – 4 :stratégie de développement du secteur privé

Elle consiste à :

- Prendre des initiatives qui peut accélérer l'avènement d'un développement rapide par la promotion du secteur privé ;
- Améliorer les infrastructures pour favoriser le développement du secteur privé ;

¹³ ministère de l'économie, des finances et du budget

L'une des propositions que l'OCDE juge efficace pour la lutte contre le chômage est la promotion des PME. Or le PME fait partie de ce secteur privé. D'où cette stratégie permet de réduire la pauvreté tout en réduisant le chômage dans le pays.

L'avantage de ces deux thèmes est qu'ils sont destinés à développer le pays en luttant contre la pauvreté tout en réduisant le chômage.

D'où les politiques proposées par l'Etat actuellement est une des meilleures solutions pour le développement durable du pays.

Nous allons voir par la suite la promotion de l'emploi à Madagascar.

II.4 Promotion de l'emploi

Dans le cadre de sa politique économique, le gouvernement malgache s'est fixé comme objectif d'assurer une croissance économique soutenue, et ce en partie grâce à l'augmentation de la contribution de la part des investissements privés à la réduction de la pauvreté. L'un des moyens retenus pour atteindre cet objectif a été la réforme du Secteur Financier. Cette réforme du secteur financier s'est traduite : par une politique monétaire libéralisée laquelle s'est surtout concrétisée :

- par la libéralisation du taux de change
- par la libéralisation du taux d'intérêt
- par la suppression du système d'encadrement de crédit...

Enfin, la réforme du Secteur Financier s'est concrétisée par la promotion de la Micro finance et ce par la création de Systèmes Financiers, proches des bénéficiaires, généralement touchés par les activités bancaires classiques, et systèmes financiers dans lesquels les clients sont non seulement bénéficiaires des services de crédit mais également membres propriétaires de parts sociales - ce qui était tout à fait nouveau dans le paysage bancaire malgache.

S'agissant de structures privées, dotées de l'autonomie organisationnelle et financière, des formations ont été données aux membres dirigeants (salariés et élus par leurs pairs) et ce dans le souci de professionnaliser le métier et de réduire progressivement l'assistance technique étrangère.

Cette politique est faite dans le but de promouvoir l'emploi à Madagascar. La micro finance permet au particulier de créer sa propre entreprise. C'est le seul moyen de sortir de la pauvreté, de plus ceci entraîne une amélioration au niveau économique nationale.

II.4.A Programme Microstart (PNUD)

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le PNUD a identifié la Micro finance comme un des instruments les plus appropriés à Madagascar. Le programme MicroStart, signé en avril 1998 et mis en œuvre en janvier 1999, a comme objectif principal *l'amélioration de l'accès des populations pauvres et des petits entrepreneurs aux services financiers afin d'augmenter leurs revenus et accroître l'emploi.*

1 Stratégie globale

Le programme affiche comme stratégie de mettre en place une initiative contenant deux éléments intégrés :

- une composante de financement en micro-capital au sein de laquelle les organisations locales (Institutions Financières Décentralisées) recevront des subventions en capital de démarrage pour toute combinaison de capital-prêt, achat de capital fixe ou de frais
 - une composante de financement en micro-capital au sein de laquelle les organisations locales (Institutions Financières Décentralisées) recevront des subventions en capital de démarrage pour toute combinaison de capital-prêt, achat de capital fixe ou de frais
- o *Les moyens utilisés* sont la création d'une nouvelle génération d'Institutions Financières capables d'accroître le marché ainsi que la gamme et la qualité des services proposés. Cinq organisations, encore au début de leur développement institutionnel ont été sélectionnées pour apprendre et mettre en application les meilleures pratiques de la MicroFinance : TIAVO, HAINGONALA et TAMIFI pour Fianarantsoa, VOLA MAHASOA pour Tuléar et OTIV pour Toamasina.
- o *Les formations données* : les organisations participantes apprennent les meilleures pratiques pour atteindre un taux élevé de remboursement du prêt et un degré maximum d'autosuffisance par l'amélioration de leurs systèmes de planification et de budgétisation, par l'amélioration de leurs systèmes de gestion de compétences financières.

2 Résultats attendus

- impact sur les institutions de Micro finance : Amélioration de la capacité des intervenants de fournir des services durables et adaptés au besoin de la population
- impact sur les micro-entrepreneurs : par un accès amélioré aux services essentiels d'épargne et de prêts, un accès au crédit à des taux d'intérêts du marché,
- impact sur les plus défavorisés, incluant les femmes : par une augmentation des revenus des familles, la réduction du risque financier, et la création de filet de sécurité pour la famille à travers l'accumulation d'épargne monétaires

3 Les réalisations

Les réalisations de cette première phase pilote peuvent se résumer statistiquement comme suit, depuis le mois de janvier :

- 6 600 femmes ont pu bénéficier du crédit de MicroStart
- 268 Associations de crédit ont pu se former grâce à la méthodologie Crédit avec Education
- ,112 milliards de francs malagasy de prêts ont été versés pour la période
- 3,112 milliards de francs malagasy de prêts ont été versés pour la période ;

par ce

II.4.B Programme Réduction de la Pauvreté et Promotion des Modes d'Existence Durable (RPPMED / PNUD)

Le PNUD, dans le cadre de ce programme, intervient pour appuyer à la réduction de la pauvreté et à la promotion de modes d'existence durables de la manière suivante :

- amener le Gouvernement, la société civile, les collectivités locales et le secteur privé à agir comme partenaire dans le fonctionnement de leurs moyens et de leurs capacités pour élargir et consolider les bases de la croissance des économies locale
- et en outre, par la mise en place d'un fonds d'appui disponible destiné pour le développement des activités génératrices de revenus

1 Objectif de développement

L'amélioration durable des conditions de vie des populations les plus pauvres des régions Sud du pays dans le cadre des sous-programmes Appui à la Sécurité Alimentaire et Appui aux Services Sociaux de Bases à travers des activités destinées à :

- appuyer les activités génératrices de revenus nécessitant du micro-crédit
- augmenter la production agricole, élevage, halieutique
- réhabiliter et/ou réaliser des infrastructures sociales et/ou économiques communautaires
- appuyer les institutions nationales et locales en vue de lever certaines contraintes pour une planification efficace de la lutte contre la pauvreté

2 Modalités d'exécution du volet Micro finance

Dans le cadre des activités du programme, un Fonds d'appui aux activités génératrices de revenus de l'ordre de 500,000 \$ US a été mis en place afin de faciliter la fourniture de services financiers (crédit de campagne, petits crédits de fonds de roulement et crédits d'équipement) en faveur de populations défavorisées ou vulnérables par l'intermédiaire d'Institutions Financières Décentralisées (IFD) ainsi que les prestations d'encadrement de proximité des Organisations d'Appui Conseil (OAC) auprès des IFDs afin de faciliter une meilleure pénétration du micro-crédit dans les zones les plus reculées des régions de Toliara et Fianarantsoa.

Le programme apporte un soutien financier à cinq IMFs dont un protocole d'accord signé en mai 2000 a permis des ententes de financement de l'ordre de 3,4 milliards de francs malgaches pour un nombre de bénéficiaires estimé à 14 500 personnes.

3 Impact du volet Micro-Finance

Après le débloqué en deux tranches de 2,730 milliards Fmg, nous constatons qu'au 31 août 2001, près de 3 milliards de Francs Malagasy ont été distribués à près de 7.800 bénéficiaires constitués d'environ 70% de femmes.

L'impact du volet Micro-Finance du Programme RPPMED se mesure à deux niveaux :

Au niveau des bénéficiaires :

Les activités financées sont relativement diversifiées, allant du petit commerce, en passant par les activités de transformation et de production agricole et artisanale. Par ailleurs, on a noté une augmentation substantielle des revenus des bénéficiaires de l'ordre de deux à trois fois ;

Si on estime, qu'un bénéficiaire a à sa charge 5 personnes en moyenne, il en résulte qu'environ 39.000 personnes sont concernés par les retombées des ressources mises en oeuvre ;

Concernant le renforcement de capacités des bénéficiaires, les formations en modalités de crédits solidaires et en gestion simplifiée ont permis aux bénéficiaires de connaître les mécanismes d'octroi de crédit.

Au niveau des IFD/IMF

Les intérêts générés par la ligne de financement mise à la disposition des IFD leur permettent de financer leurs frais de fonctionnement et parallèlement de capitaliser. En effet, avec un taux d'intérêt moyen de 36% l'an et une durée moyenne de crédit de 5 mois, les 3 milliards Fmg ont pu générer 450 millions de Fmg. Ce qui permet aux IFD de renforcer leurs capacités financières et contribuer ainsi à assurer leur pérennisation ;

Quant au renforcement des capacités institutionnelles, les appuis (assistance en gestion et formation de dirigeants et techniciens encadreur) qui ont été apportés aux IFD leur permettent de mieux gérer leur institution.

D'après ce qui a été vu en dessous la micro finance constitue le meilleur moyen pour promouvoir la création d'entreprise à Madagascar. D'un autre point de vue, la promotion des micro entreprises créent des emplois tout en réduisant la pauvreté. C'est la promotion de l'emploi qui constitue la meilleure solution pour la réduction de la pauvreté par la politique de l'emploi.

CONCLUSION

Ultérieurement nous avons montré que les deux problèmes du chômage et de la pauvreté ont déjà existé depuis longtemps. Le chômage depuis le temps de l'école classique et la pauvreté depuis toujours. On a vu aussi que se sont deux problèmes qui portent atteinte au bien être de la population. Il y a une interdépendance entre ces deux phénomènes, car s'il y a une augmentation de l'un cela entraîne une aggravation de l'autre.

La deuxième partie a montré l'importance de la pauvreté et du chômage tant dans les pays en voie de développement qu'à Madagascar. Quant aux chômeurs les taux ne sont pas aussi importants que ceux des pays industrialisés ! Pour les solutions proposées, il y a eu la politique de l'emploi pour réduire le chômage et la pauvreté. Quant au secteur informel, son efficacité n'est même pas à long terme, il y a le business plan du gouvernement malgache qui pourrait apporter une solution dans le cas de Madagascar.

En résumer la politique de l'emploi et l'un des politiques efficaces pour lutter contre la pauvreté même s'il ne réduit qu'une part de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Ceci s'explique par le fait que les sources de la pauvreté des pays du tiers monde sont nombreuses.

Il convient donc de réduire le taux de chômage dans les pays du tiers monde si on veut réduire la pauvreté et avoir développement durable

BIBLIOGRAPHIE

- B.Lemennicier et O.Maillard « Pauvreté, revenu minimum d'insertion et interventions publiques »(1999), Working Paper LEP Université de Paris II.13p
- Bertrand Lemennicier et Olivier Maillard : " La pauvreté et ses mesures"2003, 1p
- <http://www.guinée.gouv.GN/default1.htm>:" Indice de développement humain"
- <http://www.ilo.org/public.french/about/index.htm>:"l'emploi dans le monde,des perspectives très incertaines" mars 2003 OIT
- INSTAT " l'Emploi le chômage et les conditions d'activité dans les 7 grandes villes de Madagascar"Emploi 2000 Projet MADIO 63 pages
- Ivan. P. FELLEGRÍ "A propos de la pauvreté et du faible revenu" septembre 1997 3p(article)
- INSTAT "Etat de la pauvreté à Madagascar: Dynamique de la pauvreté à Madagascar " Projet MADIO,INSTAT, Banque Mondiale 253p
- M.Glaude "La pauvreté, sa mesure et son évolution" Pauvreté et exclusion, Conseil d'Analyse Economique" (1998), La documentation française 36p
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEFB),Directeur Générale de l'Economie "Rapport Economique et financier 2001 -2002" août 2003 118p
- Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB) : "*BUSINESS PLAN*", février 2003 17p
- Olivier GARNIER, Jean Yves CAPUL: "*Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*" avril 1996 édition HATIER 527p
- Primature Secrétariat technique de l'ajustement (SAT) : « *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo.* »juin 1996 édition projet MADIO 160p
- R. RAVELOSOA "Dynamique de la pauvreté urbaine " Projet MADIO? INSTAT février 2003
- Rachel RAVELOSOA "Consommation et rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo Enquête 1-2-3" octobre 1995 Projet MADIO
- Robert Holcman : « *Le chômage, mécanisme économique, conséquences sociales et humaines* »Paris 1997.Edition Les études de la documentation française 352p

- Yves CAPUL: " La politique de l'emploi ; Dictionnaire d'économie"mars 1994 61 pages.
- Bernard BRET: croissance - développement - inégalité" édition ELLIPSES 1995 182p
- Georges CASES, Jean DOMINGO : "Le tiers monde le temps des factures" édition BREAL septembre 1994 313p
- *"Tableau de bord Social 2002"* Programme PNUD MAG/97/007-DAP 325p
- Jean-Michel HENRIET: *"Le tiers monde en fiches"* août 1994 édition Bréal,191p
- Peter GLICK: *"Emploi et Revenus à Madagascar"* 1999, Projet Participation et Pauvreté, 54p
- INSTAT "Enquête auprès des ménages 2001" Rapport Principal Novembre 2002
- "Exporter à Madagascar" édition l'essentiel sur le marché 2000, 220p

ANNEXES

• CARACTERISTIQUES DES CREDITS A COURT TERME

- Fourchette : de 250.000 FMG à 28.000.000 FMG

- Objet (crédit productif) : Fonds de roulement, extension / aménagement atelier, achat / complément d'achat de matériels d'exploitation,

- Durée : 3 à 18 mois
- - Délai de grâce (dépend de l'activité) : 1 à 6 mois
- - Taux d'intérêt (dépend de la durée) : 18% par an calculé sur capital investi
- - Echéances mensuelles fixes et constantes, à chaque fin du mois
- - Intérêts et pénalités de retard : 2% du montant en retard + 10.000 FMG
- Garanties (60 à 130% du montant accordé) : Nantissement de matériels, gage de voiture, caution solidaire, caution sur salaire, promesse d'hypothèque,
- Dépôt de garantie (au choix) : 20% du crédit PLUS « bonifié » accordé

• CARACTERISTIQUES DES CREDITS A MOYEN TERME

- Fourchette : 30.000.000 FMG à 100.000.000 FMG

- Objet : Investissements (achat de matériels d'exploitation, construction atelier,
- .
- Durée : 24 à 36 mois
- Délai de grâce (dépende de l'activité) : 1 à 6 mois
- Taux d'intérêt : 16% par an calculé sur le capital investi
- Echéances : mensuelles fixes et constantes à chaque 15 du mois
- Intérêts et pénalités de retard : 2% du montant en retard + 50.000 FMG
- Garanties (130% du montant accordé) : Nantissement de matériels, gage de voiture, caution sur salaire, caution solidaire, hypothèque, ...
- Dépôt de garantie obligatoire : 5% du montant accordé.
- Possibilité de bénéficier d'un autre crédit parallèle à court terme.

ADEFI

E v o l u t i o n d e l ' A c t i v i t é

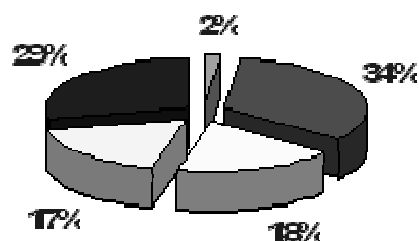
Nombre de bureaux (fin d'année)	03	03	08	12	16	22	31	31
Nombre de régions (fin d'année)	01	01	02	03	04	05	06	06
Nombre de crédits octroyés	95	364	1 001	1 880	2 745	4 012	4 703	4 053
Membres financés (dans l'année)	95	296	759	1 288	1 616	2 248	2 091	1 392
Montant octroyé (en milliards FMG)	0,235	0,880	2,601	5,210	9,314	15,030	19,157	18,992
Encours fin d'année (en milliards FMG)	-	0,628	1,795	3,330	5,954	9,607	12,361	14,758
Nombre de crédits actifs	71	256	777	1 433	2 259	3 470	4 027	3 509
Total du bilan (en milliards FMG)	-	0,881	2,617	5,014	7,897	12,056	16,101	18,051
Résultat (en milliards FMG)	-	0	0,082	0,017	0,693	1,137	1,699	0,916

(*) L'activité de crédit d'ADéFi avait commencé en juillet 1995 et le premier bilan n'a été établi qu'en août 96

(**) Le second bilan a été dressé pendant une période de 16 mois : de septembre 1996 à décembre 1997

Répartition Sectorielle

au 31/12/2002



■ AGRIC.ELEV. ■ COMMERCE □ COMM.SPEC. □ PRODUCTION ■ SERVICES

Répartition des activités financées par l' ADEFI

Source de revenu	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total	Revenu 10 Fmg
agriculture	72.5	63.8	59.4	44.7	22.3	49.6	3.1
Agriculture+salariat	10.8	11.4	10.6	8.3	8.9	9.8	5.8
Agri+ENA ¹⁴	8.4	11.6	10.4	10.1	8.7	9.9	3.1
Agri+salariat+ENA	1.3	2.3	0.9	1.2	3.5	1.9	7.2
Salariat+ENA	1.0	1.2	2.6	4.9	8.7	4.1	6.0
Salariat	0.8	5.2	8.6	16.6	29.5	13.8	6.0
ENA	2.5	2.9	5.3	9.4	13.4	7.4	1.9

Diversification des activités des ménages :

Profil de la pauvreté par milieu et par Faritany

Antananarivo	29.1	48.3	20.2
Fianarantsoa	21.5	83.2	25.6
Toamasina	16.6	82.3	19.7
Mahajanga	11	72.4	11.6
Toliara	14.2	76.1	15.5
Antsiranana	7.6	69.2	7.5
Total Madagascar	100	69.6	100

¹⁴ ENA :Entreprise Non Agricole

Nom : Rasaonina
Prénom : Lalaina
Titre : **Chômage et pauvreté cas des pays en voie de développement et de Madagascar**
Nombre de page : 40 pages
Nombre de tableaux : 05
Spécialité : Economie Sociale

La pauvreté est un mot qui est familier dans les pays en voie de développement comme Madagascar. La pauvreté trouve ses sources en plusieurs raisons, parmi laquelle se trouve le chômage. Quant au chômage, il est le résultat des dysfonctionnements dont le dysfonctionnement du marché de travail et le dysfonctionnement du circuit économique. Comme le chômage peut générer des problèmes pour l'économie, il convient donc de lui trouver une solution. Il y a deux sortes de politique pour lutter contre le chômage : la politique passive d'un côté et la politique active de l'autre.

Pour le cas des pays en voie de développement les solutions envisagées sont la politique active en partie la politique passive avec un appui multiforme au secteur informel et la politique de la lutte contre la pauvreté et enfin « l'amélioration de l'accès des populations pauvres et des petits entrepreneurs aux services financiers afin d'augmenter leurs revenus et d'accroître l'emploi » c'est la promotion de l'emploi, une politique qui permet au pays en voie de développement de réduire la pauvreté.

Madagascar se trouve parmi ces pays en voie de développement, il a aussi adopté la politique passive ce qui justifie ses politiques actuelles

Rubrique : PAUVRETE, EMPLOI
Mot clé : Pauvreté – Chômage – Emploi – Politique passive
Politique active – Micro finance – Promotion de l'emploi.
Directeur de mémoire : RAKOTOMAVO José Alex
Adresse de l'auteur : RASAONINA Lalaina
I M 56 Ambatobontsina
PK 18 RN7 CR Bongatsara
Antananarivo Antsimondrano